

ORASCOM DÉMENT REBRAB**«Djezzy n'est pas à vendre»**

Le premier opérateur de téléphonie mobile, Orascom Télécom Algérie, a catégoriquement démenti les informations selon lesquelles la filiale Djezzy serait sur le point d'être cédée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans le communiqué rendu public hier lundi, le démenti est cinglant dès le titre : «Djezzy n'est pas à vendre et aucun contact avec Cevital» !

Ainsi intitulé, ce communiqué s'adressait donc exclusivement au patron du groupe Cevital, Issad Rebrab. Le plus grand capitaine d'industrie en Algérie, qui avait précédemment émis le souhait de racheter Djezzy à travers une récen-

te intervention médiatique, est presque interpellé par ce communiqué : «Nous sommes étonnés, y lit-on d'emblée, par les déclarations faites par M. Rebrab au sujet de la vente de la société Orascom Télécom Algérie où il est précisé que le groupe Cevital est prioritaire pour l'achat de la compagnie Djezzy. M. Rebrab a également déclaré à la presse qu'il y avait des contacts ininterrompus entre les deux compagnies sur la vente

d'OTA et que l'ingénieur Naguib Sawiris, le propriétaire de la compagnie, demande le double de sa valeur». Avant d'asséner sèchement : «Nous tenons à affirmer que OTA n'est pas à vendre et que nous n'avons eu aucun contact avec le groupe Cevital concernant notamment ce sujet».

Et comme pour signifier une fin de non-recevoir définitive et «dissuasive» au patron de Cevital, le communiqué sera conclu en ces termes : «Par ailleurs, M. Rebrab n'a aucun droit sur la société OTA, sinon celui de n'importe quel actionnaire algérien avec un pourcentage d'actions très faible. Cette mise au point, précise le communiqué, est faite à titre de clarification».

Ceci étant, et comme dit l'adage, il n'y a pas de fumée sans feu. Et dans ce cas d'espèce, «la mèche» a été allumée pour ainsi dire par Boutefflika. A l'occasion d'un discours devant les élus au Palais des nations, il y a une année, il s'en était



Photo : Samir Sid

subitement pris aux investisseurs étrangers, notamment Orascom. Particulièrement au sujet du transfert des capitaux vers l'étranger qu'il dénoncera avec une violence inouïe ! Bien sûr, la machine s'emballait de suite et les ennuis du groupe

Orascom ne pouvaient que commencer. Ne pouvant plus procéder à ces transferts de capitaux, le groupe se verra, en outre, mis en demeure de s'acquitter d'une ardoise fiscale de pas moins de 596,6 millions de dollars. Orascom s'est

d'ailleurs conformé à la réglementation algérienne en la matière en s'acquittant de 20 % de ce montant, soit 120 millions de dollars dès hier lundi pour l'acceptation du recours, à en croire le site Tout sur l'Algérie.

K. A.

Cevital réserve sa réponse

Hier lundi, en début d'après-midi, nous avons pris contact avec M. Issad Rebrab pour une éventuelle réaction au communiqué du groupe Orascom.

N'ayant pas encore lu, en ce moment-là, ledit communiqué, M. Rebrab, par ailleurs occupé par une réunion de travail, nous a fait savoir qu'il préférerait différer sa réponse pour fin d'après-midi.

Au moment où nous mettons sous presse, le patron de Cevital n'avait pas encore réagi.

K. A.

COMMERCIALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ EN ESPAGNE**Le problème va être réglé, selon Khelil**

Le problème de la commercialisation de l'électricité en Espagne va être réglé, selon le ministre de l'Energie et des Mines.

En marge hier du lancement de trois journées d'étude, Chakib Khelil a indiqué que les contraintes que rencontre la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) pour commercialiser l'électricité sur le sol ibérique vont être levées.

En effet, une décision récente du gouvernement

espagnol a interdit la commercialisation aux producteurs, dans un souci de démonopolisation. Or, Sonelgaz est considérée d'emblée comme producteur et distributeur d'électricité, et, donc, soumise à cette interdiction.

Néanmoins, la compagnie algérienne sera «différenciée» d'autant que l'ac-

tivité commercialisation et l'activité production sont effectivement déconnectées l'une de l'autre au sein de la holding Sonelgaz.

Ce qui justifie le règlement de ce problème qui pourrait intervenir lors de la visite annoncée du chef de l'Etat en Espagne.

Quant à ces trois journées d'étude, elles sont organisées sous l'égide de l'Algerian Petroleum Institute (IAP), à l'occasion de la finalisation des rapports projets complétés. Ces rapports sont relatifs aux projets intégrés raffinerie d'Adrar, l'unité de dessalement de l'eau de mer et électricité Kahrama et la centrale électrique de Skikda.

L'occasion, selon le ministre de l'Energie, de lancer un important chantier, celui de la mémorisation et du partage des connaissances acquises dans les études, la réalisation et la conduite des projets du secteur.

Pour Chakib Khelil, la capitalisation d'expérience et la restitution de mémoire est un défi qui doit être absolument relevé à terme. Il s'agit de développer «la capitalisation des expériences, bonnes ou mauvaises, et du savoir-faire acquis et accumulé durant les différentes phases d'un projet (études, réalisation et mise en exploitation)».

Et ce, «dans le but de transférer aux cadres l'en-



Photo : Samir Sid

semble de ces informations, en vue de réduire les délais de réalisation, les coûts et pour une meilleure prise en charge des projets par les entreprises».

Ce qui concerne «non

seulement les projets d'installations industrielles, mais également toutes les études conduites dans différents domaines (étude de marché, étude de faisabilité, études juridiques et cas

de contentieux...)». Selon le ministre de l'Energie, la compétition internationale de plus en plus rude impose des pratiques de gestion dites Knowledge management. Fondé sur le partage de l'information, ce mode de management constitue une solution aux difficultés quotidiennes des entreprises (tendance au gaspillage des ressources, pertes d'expertises...).

Dans le but de «systématiser» ce mode, de manière résolue et valorisante, Chakib Khelil a fait appel à la collaboration des structures de formation du secteur pétrolier et énergétique (IAP et la filiale formation du groupe Sonelgaz IFEG) et à la mobilisation des cadres et managers du secteur.

Chérif Bennaceur

CONTRATS**DE VENTE DU GNL****L'impact des gaz non conventionnels**

Le développement technologique dans la production gazière et les réserves de gaz non conventionnels aux Etats-Unis impactent sur le niveau des prix du GNL. Face à la diminution de la consommation mondiale, l'offre mondiale est excédentaire et les prix enregistrent une baisse conséquente sur les marchés spot. Ce qui se répercute, selon le ministre de l'Energie, sur les stratégies de vente de GNL dans le cadre de contrats à long terme. Et même si l'Algérie dispose aussi de réserves de gaz non conventionnels. Ainsi, les sociétés ayant contracté des achats de gaz à long terme vont s'orienter, pour une partie de leur approvisionnement, au marché spot. En d'autres termes, les acheteurs auraient tendance à enlever un volume minimal de gaz requis par le contrat à long terme et à recourir au marché spot pour compenser ses besoins et bénéficier de prix bas. Et ce qui devrait se traduire par une baisse des volumes vendus dans le cadre des contrats long terme. Et Chakib Khelil d'en appeler à davantage de coordination entre les pays producteurs et exportateurs de gaz dont la prochaine réunion de leur Forum, prévue le 19 avril à Oran, devrait se pencher sur la question des prix.

C. B.

EXPORTATIONS D'HYDROCARBURES**Des recettes de plus de 43 milliards de dollars en 2009**

Les recettes d'exportation d'hydrocarbures devraient atteindre entre 42 et 43 milliards de dollars, voire plus, en 2009. Soit des recettes supérieures de 2 à 3 milliards de dollars par rapport à des prévisions initiales de 40 milliards de dollars. C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a considéré hier lors d'une journée d'études. Des recettes au « niveau appréciable » selon le ministre de l'Energie. Cela dans le contexte où les prix du pétrole évoluent actuellement autour des 70 dollars le baril, soutenus par des prévisions de reprise économique mondiale en 2010 et une consommation mondiale tirée essentiellement par la Chine, l'Inde et certains pays du Moyen-Orient. Et des prix qui devraient continuer à osciller entre 70 et 80 dollars, en cas d'amélioration continue de l'économie mondiale. Comme le ministre de l'Energie a noté la diminution des niveaux de stocks de brut mondiaux de 61 à 58 jours, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ayant plaidé pour un niveau de 52 jours.

C. B.